

Dans le cadre de la semaine du développement durable, la Communauté urbaine de Bordeaux a invité l'ensemble des acteurs de l'économie sociale et solidaire de son territoire (associations, coopératives, mutuelles) à une journée d'échanges sur les apports de l'économie sociale et solidaire au regard des objectifs d'attractivité du territoire et de développement durable de l'agglomération. Source : site Internet de la Communauté urbaine de Bordeaux.

A suivre à Bruxelles:

Le Parlement Européen vote la directive relative à la protection de l'environnement par le droit pénal :

Le Parlement Européen a voté le 21 mai dernier la proposition de directive de la Commission Européenne relative à la protection de l'environnement par le droit pénal.

Ce nouveau texte, très important, contribuera à l'harmonisation et au rapprochement des législations pénales des États membres de L'Union Européenne. Plus encore, il permettra d'orienter le droit pénal vers davantage de prévention en permettant l'incrimination d'actes « susceptibles » de porter atteinte à l'environnement, avant même que ladite atteinte ne se soit réalisée.

A suivre à Lyon Les aéroports à l'heure du Grenelle.

Les aéroports sortent une batterie de mesures environnementales afin de poursuivre la croissance du trafic aérien tout en stabilisant son impact environnemental. Le Grenelle formalise et accélère les initiatives. L'aéroport de Saint Exupéry est le premier aéroport à mettre en place son plan Grenelle (2008-2012) suite à la Convention passée avec le ministère de l'écologie le 28 janvier.

Objectif: réduire les nuisances sonores, préserver les ressources et lutter contre le changement climatique. Sur ce dernier point, l'aéroport lyonnais s'intègre d'emblée dans l'objectif international de facteur 4 d'ici 2050, soit une réduction de 3% de ses gaz à effet de serre par an.

Le cabinet s'agrandit, nous avons le plaisir d'accueillir Maître Hélène Coulaud qui vient renforcer nos équipes en droit public et en droit de l'environnement.

A suivre à Lille

Vendredi 18 avril, Martine Aubry a été élue présidente de Lille Métropole Communauté urbaine (LMCU) et succède ainsi à Pierre MAUROY. L'exécutif de la Communauté Urbaine, plus resserré, compte 32 vice-Présidents et 14 conseillers délégués. En tout, ce sont 170 conseillers qui siègent et gèrent un budget de plus de 1,5 milliards d'euros.

Focus sur : Arnaud Gossement

« Défendre l'idée que le droit de l'environnement n'est pas une contrainte mais une chance ! »

Pourquoi avoir choisi le droit de l'environnement ?

J'ai consacré ma thèse de doctorat au droit de l'environnement que je continue d'enseigner à l'Université. C'est par goût et par conviction que je lui consacre mon activité d'avocat. Par goût, car le droit de l'environnement est en constante évolution et suppose une connaissance pluridisciplinaire, du droit international au droit interne. Par conviction, car je suis convaincu que la défense de l'environnement est non seulement une urgence morale mais aussi une opportunité économique pour les entreprises qui auront su anticiper l'avènement de cette nouvelle économie. Pour avoir directement participé aux travaux du Grenelle de l'environnement, je mesure le clivage qui existe aujourd'hui entre les responsables qui conçoivent l'environnement comme une contrainte ou une simple idée marketing et ceux qui ont compris qu'une nouvelle économie est en train de se créer.

Comment concevez vous la défense de vos clients ?

Tout d'abord, je défends tant des entreprises que des associations ou des collectivités publiques ce qui me permet de connaître et comprendre les attentes et les exigences de chacun. Ensuite, l'avocat a un devoir de vérité : un client n'a jamais intérêt à tenter de « passer entre les gouttes ». Ainsi, aller systématiquement au contentieux n'a aucun sens sur le long terme. Réfléchir aux difficultés rencontrées, à la stratégie à mettre en place, aux dialogues à instaurer, aux opportunités de se réorganiser, de se développer : voilà qui paraît bien plus utile. En définitive, la meilleure manière de défendre son client est d'abord de défendre le droit de l'environnement. La distinction entre avocat de cause et avocat de client n'a pour moi aucun sens : il faut défendre les deux !

Edito:

Nous sommes rentrés dans l'ère de la troisième révolution industrielle. Délocalisations et relocalisations, restructurations, changement drastique de stratégies. Les entreprises sont brutalement confrontées à un monde nouveau. Notre cabinet n'en est pas surpris. Assistant depuis plusieurs mois voire plusieurs années, les entreprises, les chambres syndicales dans leur stratégie de développement soutenable, nous avons pu contribuer à ce que certains virages puissent d'ores et déjà être pris. L'évolution très rapide du droit va y contribuer : responsabilité environnementale, pénale, mise en œuvre de REACH, révision du droit des déchets et des sols pour s'inscrire dans l'économie circulaire et durable, sans parler des projets Grenelle même s'ils tardent de plus en plus à venir. Dans cette période de grandes difficultés économiques dans laquelle nous sommes, la réflexion, l'imagination et l'anticipation sont les meilleurs outils de développement. C'est aujourd'hui la plus grande valeur ajoutée que nous pouvons offrir à nos clients.

HUGLO
LEPAGE
ASSOCIÉS
CONSEIL



Nous participons à :

- 6 mai : Forum International de Réalités en Tunisie: Le réchauffement climatique et la Méditerranée. C.LEPAGE
- 6 mai: Institut de l'entreprise: audition sur la taxe carbone. C.LEPAGE
- 6 mai: Journée de l'Europe à Caen. C.LEPAGE
- 15 mai: INSA Rouen: l'ingénieur citoyen. C.LEPAGE
- 16 mai: Lexis Nexis Matinées débats: Sols Pollués. C.HUGLO.A.MOUSTARDIER.F.BRAUD
- 16 mai: GESICA Club Droit Public: Une procédure moderne et efficace: l'indispensable référé administratif. C.HUGLO
- 19 mai: Cercle des directeurs des affaires juridiques: Information, expertise et gouvernance. C.LEPAGE
- 19 et 20 mai: Ponts Formation: Les bases du droit de l'environnement. MP.MAITRE, F.FERRAND.A.MOUSTARDIER
- 22 mai: Formation CNPP: Responsabilité en matière de santé et sécurité au travail. MP.MAITRE
- 22 mai: colloque à la Sorbonne: Comment rendre le développement plus durable? C.LEPAGE
- 26 Mai: INSEAD: Business & Environnement. C.LEPAGE
- 26 et 27 mai: EFE: Intégrer le développement durable dans vos documents d'urbanisme et opérations d'aménagement. E.BINETEAU et S.LEBOULCH
- 29 mai: Forum Point P et Holcim France: Habitat et éco-construction. C.LEPAGE
- 29 et 30 mai: EFE Réaliser une veille réglementaire environnementale. MP.MAITRE
- 30 mai: DNV : Reach et les suites du Grenelle: L.GRINFOGEL.

Nous avons écrit:

- La Chronique du BTP 16 mai : Le Grenelle de l'environnement mis à mal par les PLU.PG.BALAY
- Environnement & Technique mai 2008 : « Emissions de polluants et de déchets: création d'un registre et nouvelle déclaration » Service Recherche et Veille Juridique.
- Environnement & Technique mai 2008: La loi Grenelle de l'Environnement : un projet ambitieux. G. BRIGANT, MP.MAITRE, C.HUGLO.
- Journal du Dimanche 4 mai 2008: « Si par malheur le Grenelle échouait » C.LEPAGE
- L'observateur de Bruxelles numéro 72: « Editorial spécial Droit de l'environnement » C.LEPAGE.
- La vie du 22 au 28 mai 2008: « Esprit du Grenelle es-tu encore là? » C.LEPAGE
- Culture Droit juin 2008: Du droit de la protection de la nature au droit au développement (humain) durable, en passant par le droit de l'environnement. C.HUGLO
- Pour une stratégie globale de sécurité nationale. Préface aux éditions Dalloz. C.LEPAGE
- Préface « le guide des jeux pour la planète » le développement durable dans les mains de nos enfants. Ed Yves Michel. C.LEPAGE

La décision du mois:

Arrêt du CE du 21 mai 2008
Sté domaine de Saint Marcelle

Une commune avait souhaité, en modifiant son plan d'occupation des sols, empêcher l'exploitation d'une carrière sur son territoire. Or le site retenu pour la carrière était considéré, dans le schéma directeur de l'agglomération, comme l'un des sites les plus intéressants. Le Conseil d'Etat a donc considéré que c'était à tort que la Cour d'Appel Administrative de Lyon avait écarté le moyen tiré de l'incompatibilité du POS avec le schéma directeur d'agglomération.

Ils ont dit...

- Usine Nouvelle 9 mai 2008: « Restaurer la confiance en vers le monde économique » C.LEPAGE
- Planetlibre n°2 « La course contre la montre du combat écologiste » C.LEPAGE
- Calypso n° 239 « le cas Erika: entretien avec C.LEPAGE »
- La Tribune 27 mai 2008: « Le principe pollueur payeur défini par la loi » C.LEPAGE